



Une prospérité durable grâce à une bonne gouvernance économique

La promotion d'une bonne gouvernance économique est une priorité du SECO. Une bonne gouvernance économique contribue à une prospérité durable en renforçant l'économie, en encourageant les investissements, en créant des emplois et en prévenant la corruption.

La gouvernance économique est un système d'institutions, de politiques et de cadres réglementaires que les gouvernements adoptent pour gérer l'économie. Une bonne gouvernance économique s'appuie sur les principes d'état de droit, de transparence, de responsabilité, de non-discrimination et de participation. La mise en œuvre transparente, prévisible et fiable de ces principes contribue à une économie stable et résiliente qui favorise la croissance économique et une prospérité durable.

Soutenir une croissance économique durable

Le SECO est le centre de compétence du Gouvernement suisse pour les politiques commerciales et économiques. Une bonne gouvernance économique est au cœur de son mandat. Il s'appuie sur ses compétences fondamentales pour contribuer aux objectifs de la Stratégie de coopération internationale 2021-2024 en soutenant la croissance économique durable, en luttant contre le changement climatique, en assurant des services de base et en promouvant l'état de droit.

Il fait la promotion de la gouvernance économique de manière transversale, c'est-à-dire que tous les projets et programmes soutiennent une bonne gouvernance économique en partenariat avec d'autres acteurs. Le SECO favorise des conditions-cadres économiques fiables pour permettre aux individus et aux entreprises d'accéder aux marchés et aux opportunités. Il soutient également les initiatives innovantes du secteur privé pour créer des perspectives d'emplois décents.

Une bonne gouvernance économique est cruciale pour le fonctionnement des secteurs public et privé. Des conditions-cadres économiques fiables sont indispensables pour permettre aux initiatives du secteur privé de prospérer et de mobiliser des investissements privés. Elles réduisent le coût de l'activité entrepreneuriale et l'incertitude pour les entreprises et les investisseurs, prérequis pour poser les bases d'une croissance économique durable. Dans ce contexte, les politiques fiscales, financières et monétaires qui encouragent la croissance économique sur le long terme sont des éléments clés (voir exemple de projet 1 ci-dessous).

Entrepreneuriat responsable et concurrentiel

Les entreprises ont un impact déterminant sur la performance des économies nationales. Elles créent des emplois, paient des salaires et des impôts, et ce faisant, apportent une contribution essentielle à la prospérité. Elles ont également des responsabilités. Le SECO soutient donc le développement d'un entrepreneuriat responsable et compétitif, aussi appelé la responsabilité sociétale des entreprises

(RSE). Il encourage les pratiques commerciales qui génèrent de la valeur pour les actionnaires tout en étant responsables vis-à-vis du personnel, de la société et de l'environnement. Le SECO promeut en particulier le respect des normes fondamentales de travail et des droits humains dans les activités entrepreneuriales (voir exemple de projet 2 ci-dessous).

Des difficultés telles que les conséquences des crises économiques, les changements politiques ou le manque de capacités peuvent occasionner des revers. Les mesures demandent souvent du temps, ainsi que l'engagement et l'adhésion de tous les acteurs impliqués. Le SECO est et reste un partenaire engagé qui travaille aux côtés des autorités à tous les niveaux dans ses pays partenaires pour s'attaquer à ces difficultés et les surmonter, notamment par le biais de dialogues politiques. Il surveille les risques existants et agit si nécessaire pour s'assurer que ses activités ont un impact durable. Le SECO ne modifie pas rapidement ses priorités thématiques et géographiques dans des contextes (politiquement) difficiles. Dans l'intérêt d'un impact à long terme, il reste engagé et, si nécessaire, adapte les formes de coopération ou cherche de nouveaux partenaires orientés vers la réforme (p. ex. autorités infranationales ou sectorielles, secteur privé ou partenaires non gouvernementaux).

Exemple de projet: Programme Bilateral Assistance and Capacity Building for Central Banks (BCC)

Pays: Albanie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Colombie, Pérou, Maroc, Tunisie et Ukraine

Partenaire de projet: Graduate Institute of International and Development Studies, Geneva

Période: 2017 – 2022 (Phase II)

Budget: CHF 7 millions (participation du SECO: 100 Pro cent)

Objectifs: le programme BCC soutient le renforcement des capacités des banques centrales pour leur permettre de mener des politiques monétaires saines et d'assurer la stabilité financière. Le personnel des banques centrales en est le bénéficiaire direct. Indirectement, c'est l'économie privée ainsi que la population en général qui bénéficient de la stabilité des prix et de la finance.

Résultats: outre les améliorations institutionnelles réalisées dans les huit banques centrales participantes, environ 500 personnes chaque année, dont un tiers de femmes, bénéficient de formations et d'une assistance technique.

Exemple de projet: Sustaining Competitive and Responsible Enterprises (SCORE) Program

Pays: Bolivie, Chine, Colombie, Ethiopie, Ghana, Indonésie, Myanmar, Pérou, Tunisie et Vietnam

Partenaire de projet: Organisation internationale du Travail (OIT)

Période: 2017 - 2021 (Phase III)

Budget: CHF 28'679'000 millions (participation SECO: CHF 13'000'000 millions)

Objectifs: le programme soutient la formation et le conseil en entreprise qui améliorent la productivité et les conditions de travail dans les petites et moyennes entreprises (PME). Le programme bénéficie aux responsables et aux employés des petites et moyennes entreprises.

Résultats: en décembre 2019, 85'600 employés et employeurs de 2'360 PME ont participé à une formation SCORE, soit un effectif total de 445'000 personnes qui ont profité des améliorations des entreprises. La formation aide véritablement les PME à trouver un meilleur modèle de productivité et de croissance dont profitent les employés comme les employeurs.

Objectifs d'impact et lignes d'action du SECO WE 2021-2024

Graphique 1: activités du SECO avec huit lignes d'action et les ODD correspondants.



Informations complémentaires:

www.seco-cooperation.admin.ch

info.cooperation@seco.admin.ch

WEPO, août 2021